

Journal de 20 heures

Ce qu'a présenté Paul Barril, c'est un boîtier d'antenne radiocompas. Sur le Falcon 50, il y en a deux. C'est un appareil inerte, qui ne contient aucune information

Paul Amar, Carole Caumont, Valérie Fourniou, Isabelle Staes

France 2, 28 juin 1994

À Gishyita, des commandos marine surveillent les collines : des hommes du FPR y sont positionnés. On parle de 1 000 à 2 000 rebelles.

[Paul Amar :] Qui a tué ou fait tuer le Président du Rwanda ? Il n'y a pas de réponse pour l'instant à ce mystère mais un homme affirme la connaître. Le capitaine Paul Barril accuse le Front patriotique rwandais. Il l'a dit clairement dans notre journal de 13 heures. Et l'ancien commandant du GIGN a montré – pour le démontrer – la boîte noire de l'avion présidentiel abattu par deux missiles. L'accusation est si grave qu'elle méritait une enquête sur cette enquête. Carole Caumont, Patrice Pelé.

[Paul Barril : Euh..., le..., ce qui a été présenté est d'un..., un des éléments qu'on a récupéré sur place, qui appartiennent à la carcasse de l'avion. Et les numéros de série dessus montrent que ça appartient bien au Falcon 50 [on voit une main prendre une plaque jaune percée de quatre trous et au dos de laquelle semble être fixé un boîtier noir]. Je ne suis pas un spécialiste en aéronautique. [...] Ça c'est un des éléments, euh, que nous avons [une incrustation "13 H aujourd'hui" s'affiche à l'écran].]

[Patrice Pelé :] Il est 13 heures [une incrustation "13 H aujourd'hui" s'affiche à l'écran]. En direct sur France 2, Paul Barril nous explique qu'il a récupéré la boîte noire du Falcon 50 du Président rwandais. Avec ça, affirme-

t-il, on pourra prouver que l'avion a été victime d'un tir missile, une opération soigneusement préparée.

Au même instant à Toulouse, un pilote, Philippe Lendepergt, qui regarde France 2, fait un bond : pour lui, l'objet présenté par Barril n'a rien à voir avec un enregistreur de vol [on voit Phillippe Lendepergt marcher sur un aérodrome et s'approcher vers un avion de tourisme].

[Philippe Lendepergt, "Pilote" : "Une boîte noire telle que Monsieur Barril aurait dû la trouver, c'est ça. C'est orange pour commencer..., internationalement. Et ça enregistre tous les paramètres... de l'avion" [le pilote présente face caméra un parallélépipède de couleur orange traversé par deux bandes blanches en oblique et sur laquelle figure l'inscription sur une face "Enregistreur de vol / Ne pas ouvrir" et sur l'autre face "Flight recorder / Do not open"].]

Et il a raison. Ce qu'a présenté Paul Barril, c'est un boîtier d'antenne radiocompas. Sur le Falcon 50, il y en a deux [diffusion d'une image d'archive d'un Falcon ; des flèches montrent les deux antennes situées au-dessous de l'appareil, l'une à l'avant, l'autre en arrière des ailes]. Le radiocompas Oméga sert à aller d'un point à un autre entre deux balises, l'avion garde son cap [une animation montrant un avion et deux balises vient illustrer les propos du journaliste]. C'est un appareil inerte, qui ne contient aucune information [on voit la plaque jaune montrée par Paul Barril dans le journal de 13 heures sur la même chaîne].

[Carole Caumont :] Une polémique qui présente au moins un mérite, celui de faire ressurgir la question essentielle [diffusion de l'épave du Falcon abattu ; une incrustation "6 avril 1994" s'affiche à l'écran]. Même si personne ne semble décidé à en trouver la réponse. Qui sont les commanditaires de l'attentat et qui a tiré les deux roquettes qui ont abattu l'avion du Président rwandais [diffusion du portrait de Juvénal Habyarimana] ? Les mots sont lancés : on parle de "complot" et même de "mercenaires". L'ancien membre de la cellule anti-terroriste de l'Élysée a, là encore, sa version des faits.

[Paul Barril, "13 H aujourd'hui" : - À qui profite le crime?. Daniel Bilalian : - "Exactement". Paul Barril : - "Le crime, il profite aux..., aux terroristes du FPR qui représentent seulement 10 % de la population. Ces gens-là ne pourront jamais avoir le pouvoir au Rwanda, au moins par les urnes. Un homme, une voix, comme en Afrique du Sud".]

Une thèse qui va à l'encontre des enquêtes publiées jusque-là et que rejette évidemment le FPR [diffusion de la Une du journal *Le Soir* du 17 juin 1994, "L'avion rwandais abattu par deux Français?"].

Jacques Bihozagara, "Représentant F.P.R. à Bruxelles" : "Il faut savoir d'abord quel crédit vous donnez aux é... , aux déclarations du capitaine, euh, Barril. Et il faut d'abord savoir qui il est, qui l'a mandaté. Et sur, euh, quelle base il travaille".]

Dernière interrogation : le silence observé par le gouvernement français dans cette affaire. Silence pesant alors que trois Français, les trois membres d'équipage de l'avion du Président rwandais, ont eux aussi été tués dans l'attentat [diffusion d'images de l'épave de l'avion abattu].

[Paul Amar :] Sur le terrain, c'est-à-dire au Rwanda, l'urgence aujourd'hui consiste à évacuer le maximum de civils. L'armée française s'y emploie. 35 religieuses de diverses nationalités et huit orphelines ont pu ainsi quitter le couvent de Kibuye où elles s'étaient réfugiées. Reportage de Benoît Duquesne et Éric Maizy.

[Benoît Duquesne :] Le militaire démarre tôt, mission humanitaire ou pas [on voit un hélicoptère Puma décoller]. Ces hélicoptères, qui survolent le lac Kivu, frontière naturelle du Zaïre et du Rwanda, savent qu'ils sont attendus pour effectuer leur première mission d'évacuation d'importance au Rwanda. Ces 40 religieuses de Kibuye ont décidé de partir. Elles sont américaines, anglaises, belges ou rwandaises [une incrustation "Kibuyé [Kibuye], Rwanda" s'affiche à l'écran]. Elles ont d'abord fui les massacres de Kigali pour se réfugier dans ce couvent au bord du lac. Mais les visites des milices locales ont continué : interdiction d'héberger des Tutsi, intimidations, rackets, menaces de mort. Aujourd'hui, elles partent [on voit des Sœurs dirent au revoir puis embarquer dans les véhicules des militaires français].

["Sœur Judith de Ste Marie de l'Assomption" : - "Je ne parle pas directement des Sœurs mais... [inaudible], euh..., à ce moment-ci, une Tutsi dans cette région, on est automatiquement... Le journaliste : - Il doit y avoir de...". Sœur Judith finit sa phrase : - "En danger, vraiment".]

Il faut dire que la situation reste tendue à Kibuye. Des accrochages ont encore eu lieu, hier [27 juin], à une dizaine de kilomètres de la ville. Et une vingtaine d'enfants ont été retrouvés morts il y a quelques jours à Kisovo [Gisovu] [on voit des Sœurs embarquer dans un hélicoptère Puma sous la protection de militaires lourdement armés]. Parmi les évacués, Benoît, un petit tutsi, le seul que les Sœurs avaient hébergé en cachette [on le voit assis sur les genoux d'une Sœur]. Il part lui aussi. Son amie Marie, une Hutu, qui l'avait pris en charge est restée seule à Kibuye [gros plan sur le visage de Marie, visiblement émue].

[Paul Amar] : François Léotard doit quitter Paris pour le Rwanda. Le

ministre de la Défense va rendre visite demain [29 juin] aux 2 500 soldats français qui participent à l'opération Turquoise. Et il rencontrera peut-être un compatriote qui vit au Rwanda, qui a été menacé de mort par les milices, et que nos envoyés spéciaux Valérie Fourniou et Jean-François Hoffmann ont ren..., ont retrouvé. C'est une exclusivité.

[Valérie Fourniou :] Poste-frontière du Rwanda. L'incursion française n'est pas une simple patrouille : ces hommes de la 11^{ème} DP ont pour mission de secourir un ressortissant français, menacé de mort [on voit des jeeps P4 passer une barrière puis rouler en colonne sur une route macadamisés puis sur une piste ; une des jeeps est immatriculée 686 Q [?] 498], d'après nos propres informations [on entend un militaire français dire : - "Mais... c'est la folie des barrages en ce moment". Un autre demande : - "C'est là ?"].

Nous les guidons jusqu'à lui. Dans les faubourg de Gisenyi où nous l'avons rencontré quelques heures plus tôt, terré depuis deux mois dans sa villa [un militaire français entre par le petit portail de la villa et dit au boy : "Tu ouvres la porte!"], gardée uniquement par deux gendarmes rwandais.

[Un militaire français au béret rouge [il s'agit du capitaine Courtois] : - "Le gendarme il est parti, euh, discrètement, hein, voilà. Valérie Fourniou : - "Parce qu'il vous a vu arriver, quoi". Le capitaine : - "Voilà, exactement, ouais".]

Les quatre véhicules du convoi prennent possession des lieux. Et le capitaine Courtois se dirige vers le seul Français resté dans la ville.

[Capitaine Courtois : - "Bonjour Monsieur". Alain Lœuillet : - "Bonjour". Capitaine Courtois : - "Donc on..., on vient, euh, vous voir. Je crois que vous êtes le..., un des derniers Français, euh...". Alain Lœuillet : - "Le seul [sourire]". Capitaine Courtois : - "Le seul Français sur Gisenyi". Alain Lœuillet : - "Oui". Capitaine Courtois : - "Donc, euh..., je crois que..., ben on voulait vous assurer de notre présence ici". [Plan de coupe] Alain Lœuillet : - "Les gens ici disent que, euh..., les Français sont venus pour sauver les Tutsi. Et puis, euh [sourire], le Français qui est à Gisenyi on ne s'intéresse pas à lui [ricanement]. Capitaine Courtois : - "Non, c'est pour ça qu'on est là, d'ailleurs, hein". Alain Lœuillet : - "Voilà... [ricanement], voilà ce qu'on dit ici". Capitaine Courtois : - "Je vous rassure". Alain Lœuillet : - "Ben, je vous remercie". Capitaine Courtois : - "Je vous rassure".]

Depuis une semaine, Alain savait que les militaires français étaient là, juste de l'autre côté de la frontière, à seulement 500 mètres de lui. Mais il ne pouvait pas sortir de sa villa pour les prévenir de sa présence, les milices le recherchent pour le tuer [on le voit assis dans son jardin en train de discuter

avec des militaire français].

[Alain Lœuillet : - "J'ai des biens et moi je veux... récupérer mes biens, les biens qu'on m'a pris. On nous a tout saisi, propriété et tout". Valérie Fourniou : - "Et pourquoi vous êtes ici, là, euh, enfermé depuis..., depuis un mois?". Alain Lœuillet : - "Mais parce que... avec les barrages des miliciens, euh..., y a des barrages on nous laisse passer. Y en a d'autres qui sont agressifs, ils veulent pas de Français. Alors on vous fait sortir de la voiture et puis on vous..., risque de vous..., de vous tirer dessus. C'est pour ça". Valérie Fourniou : - "Parce ce que vous auriez vu trop de choses aussi?". Alain Lœuillet : - "Ben oui...". [Coupe] Alain Lœuillet : - "Enfin, j'oublierai jamais ce que j'ai vu de toute façon". Un homme lui pose une question : -"Comment est-ce que vous vous sentez en ce moment ? Ça doit être stressant". Alain Lœuillet : - "Bah, je vais craquer... d'un jour à l'autre, c'est sûr [sourire]. Ça, euh...".]

Témoin des massacres, ce qu'il a vu il ne peut pas nous en parler face caméra craignant encore pour sa vie tant que les Français n'auront pas organisé sa sécurité [gros plan sur des jeunes adultes en train de discuter et sur un gendarme au béret rouge, chargé d'assurer la protection d'Alain Lœuillet].

[Le Capitaine Courtois s'adressant au gendarme rwandais : - "Ta mission à toi, ici, c'est d'assurer la garde, euh..., de..., de ce Français. Ta mission, elle est claire?". Le gendarme : - "Ma mission, c'est..., la prote..., euh, la protection de Monsieur Alain". Capitaine Courtois : - "Ouais. Il s'agit bien de la protection ? C'est à dire que, ici, nous on vient voir, euh..., le Français, qui pour nous, euh..., réside sur le territoire rwandais et veut y rester, veut y demeurer".]

Alain tient à rester à Gisenyi pour récupérer ses biens volés. Une ville où 10 000 Tutsi ont été tués en une semaine et il est le seul Occidental à pouvoir en témoigner [on voit Alain Lœuillet saluer les militaires français qui repartent de chez lui devant une foule d'enfants].

[Paul Amar interviewe Benoît Duquesne, en duplex de Bukavu.]

Paul Amar : Benoît Duquesne, vous êtes, euh, en direct du Rwanda de Bukavu. On va revenir avec vous sur le sort des populations civiles. Il faut savoir que des milliers et des milliers de Hutu errent de villages en villages.

Benoît Duquesne : Oui tout à fait. Vous savez, c'est le principal problème, en tout cas le problème humanitaire, qui risque de se poser ici. Euh, on savait par le CICR, par la Croix-Rouge, qu'il y avait, dans le diocèse de Gikongoro – c'est environ dans le centre de..., de ce qui reste de cette partie du Rwanda tenue par les forces gouvernementales –, que dans ce diocèse, d'après la Croix-Rouge, erraient environ 250 à 500 000, euh, Hutu qui, euh,

fuyaient l'avance du Front patriotique rwandais. Eh bien, les militaires français en ont eu la confirmation aujourd'hui. Il y a effectivement une masse de population énorme qui erre dans cette région-là. C'est la conséquence bien sûr de l'avancée de la guerre. Mais ces gens-là n'ont, euh, absolument aucun soutien pour l'instant : les camps ne sont pas organisés, il n'y a pas d'aide humanitaire, il n'y a pas de nourriture, il n'y a absolument rien. Et, euh, pas demain [29 juin] – parce que il y a la visite de François Léotard – mais sans doute après-demain [30 juin], les militaires français se rendront sur place. Et il y a déjà une association humanitaire, CARE, qui a décidé de se rendre avec eux, éventuellement sur place, ou en tout cas d'organiser très rapidement des convois pour venir au secours de ces populations-là.

Paul Amar : Merci Benoît.

Un photographe de l'agence américaine Associated Press a été blessé aujourd'hui à Kigali : Ricardo Mazalan, de nationalité argentine, se trouvait dans sa chambre d'hôtel quand une balle l'a atteint à la jambe droite. Les médecins sont optimistes. Cela montre bien les risques du devoir d'informer et du devoir de secourir.

Les soldats de l'opération Turquoise, tout en veillant à respecter à leur mission humanitaire, restent vigilants. Isabelle Staes et Pascal Pons se sont rendus auprès de positions françaises qui ont entendu, hier [27 juin], l'écho d'affrontements très proches entre le Front patriotique et les gouvernementaux.

[Isabelle Staes] : Des commandos marine très, très vigilants. Ils surveillent les collines à quelques kilomètres [on voit un soldat français en train de scruter l'horizon avec des jumelles]. Des hommes du FPR y sont positionnés. On parle de 1 000 à 2 000 rebelles [on distingue deux panaches de fumée près de la crête de la montagne boisée en face].

Nous sommes à Gishyita, point névralgique de l'opération Turquoise, car c'est ici que les rebelles tutsi seraient le plus avancé en territoire hutu [des militaires français bien armés patrouillent près d'une maison détruite ; des véhicules P4 portent des armes en batterie, un autre est hérissé d'antennes]. 40 commandos marine sont en alerte. Au loin des tirs résonnent [on voit deux véhicules français rouler à vive allure sur la route non goudronnée ; ils semblent venir de la direction de Cyangugu].

[Pascal Pons] : - "Qu'est-ce qu'on vient d'entendre, là, vous dites ?"

[Un soldat du commando marine, en maillot de corps kaki avec un petit chapeau de brousse] : - "Des bruits de..., d'une arme automatique, lourde".

[Pascal Pons] : - "D'après vous, c'est..., c'est loin d'ici ?"

[Le soldat] : "Là, c'est à... trois kilomètres d'ici... À vol d'oiseau, trois kilomètres".]

Les accrochages les plus violents ont eu lieu hier soir : 20 morts chez les rebelles, trois de l'autre côté.

[Marin Gillier, "Capitaine de Frégate"] : - "On a entendu, euh..., un petit peu de bruit. On a vu de la fumée".

[Isabelle Staes] : - "Et c'était quel genre de..., d'affrontements d'après vous?".

[Marin Gillier] : - "Euh, des affrontements, euh..., type infanterie".

[Isabelle Staes] : - "Mais, euh, importants ou...?".

[Marin Gillier] : - "Oh, je pense relativement importants, surtout à l'échelle du pays".]

Infiltrations, accrochages, exactions chaque nuit, dans ce secteur particulièrement sensible, la chasse à l'homme continue. Un peu partout les traces des massacres, comme ces charniers à proximité des maisons détruites [des militaires français regardent au fond de trous où il y aurait des restes humains que l'on ne distingue pas].

[On voit des commandos de marine en train de patrouiller le long de maisons détruites parmi les bananiers; un soldat du commando marine] : - "Y a tou..., toujours à proximité des maisons, euh..., démolies comme ça, on en trouve... quelques-uns... Bon c'est l'odeur qui nous guide, évidemment, quoi".

[Un autre soldat du commando] : - "Mais c'est pas récent, c'est pas du récent, ça. ça, c'est, euh...".

[Le premier soldat reprend] : - "Non ça doit..., ça date de..., pffu..., un mois et demi à peu près. [La scène suivante laisse deviner que les soldats entrent dans une nouvelle maison saccagée] Les gens qui ont été massacrés dans le coin ont dû être, euh..., mis dans..., dans des fosses communes ou... Je pense qu'ils ont dû faire une galerie comme ça et rejeter la terre ici ou... Et empiler les..., les..., des..., des corps.]

Loin des discours de bienvenue qui les ont accueillis à leur arrivée, les militaires français se retrouvent maintenant face aux réalités de la guerre qui déchire le Rwanda. Avec l'avancée des rebelles, ils ne sont pas loin d'être en première ligne [on voit deux militaires marcher, de dos; l'un dit à son camarade : "Ah, j'ai cru que c'était une personne"].